

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 2803

[2006/202319]

**7 JUILLET 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 novembre 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 décembre 2005;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 6 mars 2006;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 7 février 2006;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 25 janvier 2006;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 40.579/2, donné le 21 juin 2006, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand et d'autres dispositions légales est modifié comme suit :

a) le 4<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« 4<sup>o</sup> l'administration : la Direction des Programmes de Résorption du Chômage de la Division de l'Emploi et de la Formation professionnelle du Ministère de la Région wallonne »;

b) le 5<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« 5<sup>o</sup> Le FOREm : l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi »;

c) le 7<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« 7<sup>o</sup> demandeur d'emploi inoccupé : personne visée aux articles 7 à 9 du décret »;

d) le 10<sup>o</sup> est abrogé.

**Art. 2.** L'article 2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. L'employeur qui souhaite engager un ou plusieurs demandeurs d'emploi inoccupés donnant lieu à l'octroi d'une aide adresse une demande à l'administration, soit par simple pli postal, soit par voie électronique, au moyen du formulaire dont le modèle est déterminé par l'administration.

En cas de demande de reconduction d'une aide octroyée initialement pour une durée déterminée, l'employeur adresse une demande de renouvellement au moins trois mois avant l'expiration de la décision initiale, soit par simple pli postal, soit par voie électronique, au moyen du formulaire dont le modèle est déterminé par l'administration. »

**Art. 3.** L'article 3 de l'arrêté précité est remplacé par ce qui suit :

« Art. 3. La demande visée à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, contient, notamment, selon le type d'employeur :

1<sup>o</sup> l'objectif visé, les moyens humains, matériels et financiers à y affecter par l'employeur ainsi que le calendrier d'exécution des activités;

2<sup>o</sup> le nombre et la fonction des demandeurs d'emploi inoccupés à engager telle que déterminée par la convention collective de travail adoptée par la commission paritaire ou la sous-commission paritaire compétente ainsi que leur niveau de qualification professionnelle compte tenu des titres requis. »

**Art. 4.** L'article 5 de l'arrêté précité est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. § 1<sup>er</sup>. L'administration est chargée de l'instruction dans les délais requis de chaque demande lui adressée.

§ 2. Pour toute demande introduite par un employeur visé à l'article 3 du décret, l'administration sollicite, dans les dix jours de la réception de la demande complète, l'avis du ou des membres du Gouvernement concerné.

Cet avis doit être remis dans un délai de quarante jours. A défaut, l'avis n'est plus requis.

§ 3. Pour toute demande introduite par un employeur visé à l'article 5 du décret, l'administration sollicite, dans les dix jours de la réception de la demande complète, pour chacune des politiques régionales visées à l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du décret, l'avis technique des services du Gouvernement ou des organismes régionaux que le Ministre désigne.

Cet avis technique doit être remis dans un délai de quarante jours. A défaut, l'avis n'est plus requis. »

**Art. 5.** L'article 6 de l'arrêté précité est abrogé.

**Art. 6.** L'article 7 de l'arrêté précité est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. L'administration transmet au Ministre le dossier complet, un rapport circonstancié ainsi qu'une proposition de décision dûment motivée dans les nonante jours de la réception de la demande complète. »

**Art. 7.** L'article 8 de l'arrêté précité est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. § 1<sup>er</sup>. Le Ministre prend sa décision dans les vingt jours qui suivent la réception du dossier complet envoyé par son administration.

Le Ministre transmet ensuite la décision à son administration qui la notifie dans les dix jours, par simple pli postal, à l'employeur et, par voie électronique, au FOREm ainsi que, le cas échéant, au(x) membre(s) du Gouvernement concerné.

§ 2. Tout employeur bénéficiant d'une décision d'octroi de l'aide doit procéder à l'engagement d'un ou plusieurs demandeurs d'emploi inoccupés ou au remplacement d'un travailleur suite à un départ définitif dans les cent quatre vingt jours à partir du premier jour du mois qui suit la date de notification de la décision. Tout engagement réalisé au-delà de ce délai ne peut donner lieu à l'octroi de l'aide pour le travailleur concerné.

Le FOREm est chargé de prévenir, au moins trente jours avant l'échéance des effets de la décision, l'employeur concerné de l'obligation qui lui est faite d'engager un ou plusieurs demandeurs d'emploi inoccupés dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent paragraphe.

§ 3. Tout employeur bénéficiant d'une décision d'octroi ne peut engager un demandeur d'emploi inoccupé lorsqu'il a conclu avec celui-ci, durant l'année qui précède son inscription en tant que demandeur d'emploi, un contrat de travail à durée indéterminée.

Toutefois, l'employeur bénéficiant d'une décision d'octroi peut engagé le demandeur d'emploi inoccupé qui, durant l'année qui précède son inscription, a conclu avec ledit employeur un contrat de travail :

1° dans le cadre du programme de transition professionnelle;

2° dans le cadre de la Convention de premier emploi visée au chapitre VIII de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi;

3° dans le cadre des articles 60, § 7, et 61 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale;

4° permettant audit employeur de bénéficier de l'activation des allocations de chômage.

§ 4. Le FOREm est chargé de déterminer et de soumettre à l'approbation du Ministre :

1° le modèle d'attestation dénommée "Passport APE", ainsi que les modalités de délivrance et de validité de celui-ci, certifiant que le demandeur d'emploi rencontre les conditions visées aux articles 7 à 9 du décret;

2° la fiche signalétique du travailleur et la procédure concernant les éventuelles modifications à y apporter;

3° le modèle de l'état de salaires;

4° la procédure de transmission des documents liés à l'engagement et à l'état de salaires. »

**Art. 8.** L'article 9 de l'arrêté précité est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. En ce qui concerne l'employeur visé à l'article 2 du décret, le Ministre peut, sous réserve du respect des délais prévus à l'article 15, § 3, du décret, prendre une décision, soit pour une durée indéterminée, soit pour une durée déterminée de trois mois minimum à trois ans.

En ce qui concerne l'employeur visé à l'article 3 du décret, le Ministre peut prendre une décision, soit pour une durée indéterminée, soit pour une durée déterminée de trois mois minimum à trois ans.

En ce qui concerne l'employeur visé à l'article 4 du décret, le Ministre prend une décision dont la durée est prévue par ou en vertu de l'accord de coopération visé audit article 4.

En ce qui concerne l'employeur visé à l'article 5 du décret, le Ministre peut prendre une décision pour une durée déterminée de trois mois minimum à trois ans. »

**Art. 9.** L'article 10 de l'arrêté précité est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10. § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'une décision est retirée ou est arrivée à échéance, l'aide continue d'être octroyée pendant la durée du préavis presté par le travailleur, telle que prévue par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ou la convention collective de travail n° 75 du 20 décembre 1999, conclue au sein du Conseil national du Travail, relative aux délais de préavis des ouvriers, en ce non compris les périodes d'incapacité de travail qui suspendent l'exécution du préavis non prises en charge par l'employeur.

L'article 17, alinéa 2, du décret ne s'applique pas au remplacement du travailleur licencié dont le préavis est suspendu pour incapacité de travail.

§ 2. Lorsqu'un licenciement est notifié par l'employeur ou qu'un congé est notifié par le travailleur et dès lors que le préavis est presté par le travailleur, l'aide est octroyée à l'employeur pendant la durée du préavis presté par le travailleur telle que prévue par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ou la convention collective de travail n° 75 du 20 décembre 1999, conclue au sein du Conseil national du Travail, relative aux délais de préavis des ouvriers, en ce non compris les périodes d'incapacité de travail qui suspendent l'exécution du préavis non prises en charge par l'employeur.

L'octroi de l'aide n'est pas effectif, en cas de licenciement du travailleur qui remplace le travailleur visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>. »

**Art. 10.** L'article 11 de l'arrêté précité est abrogé.

**Art. 11.** L'intitulé de la section première du chapitre III de l'arrêté est modifié comme suit :

« Section 1<sup>re</sup>. — Les Pouvoirs locaux, régionaux et communautaires. »

**Art. 12.** A l'article 14 de l'arrêté précité, un alinéa 3 est ajouté et libellé comme suit :

« En ce qui concerne l'employeur visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 2° et 3°, du décret, le nombre de points maximum utilisable par poste de travail est, conformément à l'article 16, alinéa 3, du décret, déterminé de la manière fixée à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article. »

**Art. 13.** L'article 16 de l'arrêté précité est modifié comme suit :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« En ce qui concerne l'employeur visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1°, du décret, le maintien du volume global de l'emploi est calculé par rapport à l'effectif de référence, à savoir le nombre moyen de travailleurs calculé en équivalent temps plein, occupés chez l'employeur, au cours des quatre trimestres qui précèdent l'introduction d'une demande visée à l'article 2, d'une part, sur fonds propres et, d'autre part, en vertu du décret et du présent arrêté »;

2° à l'alinéa 3, les mots "à l'O.N.S.S." sont remplacés par "à l'Office national de Sécurité sociale des administrations provinciales et locales";

3° à l'alinéa 4, les mots "à quelque titre que ce soit" sont abrogés;

4° à l'alinéa 5, in fine, sont ajoutés les mots "et arrondi au nombre supérieur".

**Art. 14.** L'article 17 de l'arrêté précité est abrogé.

**Art. 15.** La section 2 du chapitre III contenant l'article 18 de l'arrêté précité est abrogée.

**Art. 16.** La section 3 du chapitre III devient la section 2 du même chapitre.

**Art. 17.** L'article 20 de l'arrêté précité est abrogé.

**Art. 18.** L'article 21 de l'arrêté précité est modifié comme suit :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« En ce qui concerne l'employeur visé à l'article 3 du décret, le maintien du volume global de l'emploi est calculé par rapport à l'effectif de référence, à savoir le nombre moyen de travailleurs calculé en équivalent temps plein, occupés chez l'employeur, au cours des quatre trimestres qui précèdent l'introduction d'une demande visée à l'article 2, d'une part, sur fonds propres et, d'autre part, en vertu du décret et du présent arrêté »;

2° à l'alinéa 4, les mots "à quelque titre que ce soit" sont abrogés;

3° à l'alinéa 5, in fine, sont ajoutés les mots "et arrondi au nombre supérieur".

**Art. 19.** La section 4 du chapitre III devient la section 3 du même chapitre.

**Art. 20.** L'article 22 de l'arrêté précité est remplacé par ce qui suit :

« Art. 22. En ce qui concerne l'employeur visé à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du décret, le nombre de points maximum octroyé par l'employeur est calculé comme suit :

1° s'il s'agit d'un employeur occupant de 0 à moins de 5 travailleurs : 28 points;

2° s'il s'agit d'un employeur occupant de 5 à moins de 10 travailleurs : 34 points;

3° s'il s'agit d'un employeur occupant de 10 à moins de 25 travailleurs : 42 points;

4° s'il s'agit d'un employeur occupant de 25 à moins de 50 travailleurs : 48 points;

5° s'il s'agit d'un employeur occupant de 50 à moins de 100 travailleurs : 56 points;

6° s'il s'agit d'un employeur occupant de 100 à moins de 250 travailleurs : 60 points.

L'effectif du personnel est calculé en se référant à la moyenne trimestrielle des travailleurs exprimée en équivalent temps plein, occupés par l'employeur compte tenu des statistiques de l'O.N.S.S. relatives au trimestre précédant la demande ou d'une attestation d'un secrétariat social agréé relative au trimestre précédant la demande. »

**Art. 21.** L'article 23 de l'arrêté précité est remplacé par ce qui suit :

« Art. 23. § 1<sup>er</sup>. Sous réserve de l'application des dispositions contenues au paragraphe 2 du présent article, en ce qui concerne l'employeur visé à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du décret, le nombre de points maximum utilisable par poste de travail est calculé comme suit, conformément à l'article 19, alinéa 3, du décret :

1° s'il s'agit d'un demandeur d'emploi inoccupé visé à l'article 7 du décret : 10 points, quels que soient les qualifications du travailleur;

2° s'il s'agit d'un demandeur d'emploi inoccupé visé à l'article 8 du décret :

a) de niveau 1, 2+ ou 2 : 10 points;

b) de niveau 3 ou 4 : 11 points;

3° s'il s'agit d'un demandeur d'emploi inoccupé visé à l'article 9 du décret :

a) de niveau 1 ou 2+ : 10 points;

b) de niveau 2 : 11 points;

c) de niveau 3 ou 4 : 12 points.

Le Ministre détermine la liste des diplômes des niveaux susvisés.

§ 2. En ce qui concerne l'employeur visé à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du décret, qui compte au plus vingt-quatre travailleurs et dont le projet a pour lieu principal d'exécution une zone de développement, le nombre de points maximum utilisable par poste de travail est de douze points, quels que soient les qualifications ou le statut du travailleur par rapport aux articles 7 à 9 du décret. »

**Art. 22.** L'article 26 de l'arrêté précité est remplacé par ce qui suit :

« Art. 26. § 1<sup>er</sup>. En ce qui concerne les employeurs visés aux articles 2 et 4 du décret, l'aide est liquidée par Le FOREm à l'employeur par douzième provisoire au plus tard le 23<sup>e</sup> jour du mois, sur base du nombre de points octroyés.

L'employeur visé à l'article 2 du décret introduit trimestriellement, au plus tard le dernier jour du mois qui suit le trimestre concerné, une déclaration justificative de l'utilisation de l'aide qui lui a été octroyée.

Sous réserve de l'application d'autres dispositions contenues dans l'accord de coopération visé à l'article 4 du décret, l'employeur visé audit article introduit mensuellement, au plus tard le dernier jour du troisième mois qui suit le mois concerné, une déclaration justificative de l'utilisation de l'aide qui lui a été octroyée.

A défaut de transmission dans les délais requis de la déclaration justificative, le paiement du douzième provisoire relatif au mois suivant celui durant lequel ladite déclaration devait être envoyée est suspendu jusqu'à réception de celle-ci par Le FOREm. Celui-ci informe l'employeur, l'administration et le Ministre du dépassement de délai.

En ce qui concerne l'employeur visé à l'article 2 du décret, à défaut de transmission de la déclaration justificative manquante avant la fin du trimestre qui suit celui concerné par ladite déclaration, la suspension de l'aide est commuée en perte définitive. L'employeur supporte donc seul et définitivement la rémunération du ou des travailleurs concerné(s) par l'absence de déclaration justificative.

§ 2. En ce qui concerne les employeurs visés aux articles 3 et 5 du décret, l'aide est liquidée par le FOREm à l'employeur au plus tard le 23<sup>e</sup> jour du mois concerné, sur base d'état de salaires relatif au mois précédent et dont le modèle est déterminé par le FOREm.

Les employeurs visés aux articles 3 et 5 du décret introduisent mensuellement, au plus tard le quinzième jour du mois qui suit le mois concerné, un état de salaires justifiant l'octroi de l'aide.

A défaut de transmission dans le délai requis de l'état de salaires, le paiement de l'aide relatif au mois précédent est postposé au mois qui suit à condition que l'état de salaires concerné soit effectivement transmis avant le quinzième jours de ce mois au FOREm. Celui-ci informe l'employeur, l'administration et le Ministre du dépassement de délai. A défaut de respecter ce dernier délai, l'employeur supporte seul et définitivement la rémunération du ou des travailleurs concerné(s) par l'absence d'état de salaires.

En ce qui concerne l'employeur visé à l'article 5 du décret, l'aide est liquidée par le FOREm à concurrence de quatre-vingt pour cent de la subvention mensuelle. Un ajustement est effectué annuellement par le FOREm sur base d'une déclaration justificative de l'utilisation de l'aide octroyée à l'employeur, transmise par celui-ci au plus tard avant la fin du trimestre qui suit celui concerné par ladite déclaration.

§ 3. L'aide indûment versée est récupérée conformément à l'article 29. »

**Art. 23.** L'article 27 de l'arrêté précité est remplacé par ce qui suit :

« Art. 27. § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 25, 6<sup>o</sup>, du décret, un rapport est transmis, à chaque fin d'un trimestre, par l'administration à la commission. Ce rapport porte sur l'évaluation du trimestre précédent et comporte au minimum le nombre de travailleurs, en équivalent temps plein, ainsi que leurs fonctions, par sous-secteur et par décision octroyée.

En cas d'évaluation défavorable d'une décision, le Ministre peut, sur proposition de l'administration et après avis de la commission, prendre une sanction conformément à l'article 33 du décret.

§ 2. En application de l'article 50 du décret, l'administration, en étroite collaboration avec le FOREm, transmet, avant le mois de septembre qui suit l'année de l'évaluation, à la commission un rapport annuel sur l'exécution du décret, en termes quantitatifs et qualitatifs. La commission émet ensuite un avis sur ce rapport et le communique au plus tard pour le 31 octobre au Ministre, lequel le porte à l'approbation du Gouvernement dans le mois de sa réception. »

**Art. 24.** L'article 30 de l'arrêté précité est remplacé par ce qui suit :

« Art. 30. § 1<sup>er</sup>. Tout employeur ayant une dette vis-à-vis du FOREm dans le cadre du décret et du présent arrêté peut convenir avec lui d'un plan d'apurement pour autant que la durée de celui-ci n'excède pas vingt-quatre mois.

Le Ministre est seul habilité à conclure un plan d'apurement ayant une durée de plus de vingt-quatre mois.

§ 2. L'employeur qui souhaite bénéficier d'un plan d'apurement adresse une demande au FOREm, soit par simple pli postal, soit par voie électronique, au moyen du formulaire dont le modèle est déterminé par le FOREm.

Lorsque la demande concerne un plan d'apurement n'excédant pas vingt-quatre mois, le FOREm communique sa décision endéans les trente jours à dater de la réception de la demande complète, à l'employeur ainsi que, pour information, au Ministre et à l'administration.

Lorsque que la demande porte sur un plan d'apurement excédant vingt-quatre mois, le FOREm transmet, dans les trente jours de la réception de la demande complète, une proposition de décision dûment motivée au Ministre, lequel prend sa décision dans les vingt jours.

Le Ministre transmet ensuite la décision au FOREm qui la notifie dans les dix jours, par simple pli postal, à l'employeur et la communique, pour information, à l'administration.

§ 3. En cas de non-respect des échéances prévues dans un plan d'apurement, la totalité des sommes restant dues est réputée exigible immédiatement et récupérée conformément à l'article 29. »

**Art. 25.** L'article 51 de l'arrêté précité est remplacé par ce qui suit :

« Art. 51. Les délais prévus dans le présent arrêté sont des jours francs. Le jour de l'acte qui est le point de départ du délai n'y est pas compris. Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable.

Par dérogation au principe énoncé à l'alinéa précédent, le délai prévu à l'article 8, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, est suspendu pendant les mois de juillet et d'août. »

**Art. 26.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2006.

**Art. 27.** Le Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 juillet 2006.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,  
J.-C. MARCOURT

—————  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 2803

[2006/202319]

**7 JULI 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 november 2005;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 8 december 2005;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest), gegeven op 6 maart 2006;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), gegeven op 7 februari 2006;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 25 januari 2006;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 21 juni 2006, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector wordt gewijzigd als volgt :

a) punt 4<sup>o</sup> wordt vervangen als volgt :

« 4<sup>o</sup> de administratie : de Directie Programma's voor de werkloosheidsbestrijding van de Afdeling Tewerkstelling en Beroepsopleiding van het Ministerie van het Waalse Gewest »;

b) punt 5<sup>o</sup> wordt vervangen als volgt :

« 5<sup>o</sup> de "FOREm" : de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" »;

b) punt 7<sup>o</sup> wordt vervangen als volgt :

« 7<sup>o</sup> niet-werkende werkzoekende : de persoon bedoeld in de artikelen 7 tot 9 van het decreet »;

d) punt 10<sup>o</sup> wordt opgeheven.

**Art. 2.** Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. De werkgever die één of meer niet-werkende werkzoekenden in dienst wenst te nemen voor wie een tegemoetkoming wordt verleend, richt zijn aanvraag aan de administratie, hetzij per post, hetzij per e-mail, aan de hand van het formulier waarvan het model door de administratie wordt bepaald.

In geval van een aanvraag om verlenging van een tegemoetkoming die oorspronkelijk voor een bepaalde duur was toegekend, richt de werkgever een aanvraag om verlenging minstens drie maanden vóór het verstrijken van de oorspronkelijke beslissing, hetzij per post, hetzij per e-mail, aan de hand van een formulier waarvan het model door de administratie wordt bepaald. »

**Art. 3.** Artikel 3 van bovenvermeld besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 3. De in artikel 2, eerste lid, bedoelde aanvraag vermeldt al naar gelang het soort werkgever :

1° de beoogde doelstelling, de door de werkgever aan te wenden menselijke, materiële en financiële middelen om ze te halen, alsook de kalender m.b.t. de uitvoering van de activiteiten;

2° het aantal in dienst te nemen niet-werkende werkzoekenden, hun functie zoals bepaald bij de collectieve arbeidsovereenkomst die goedgekeurd werd door de bevoegde paritaire commissie of subcommissie, alsook het niveau van hun beroepsbekwaamheid, rekening houdende met de vereiste titels ».

**Art. 4.** Artikel 5 van bovenvermeld besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 5. § 1. De administratie behandelt elke aanvraag die haar wordt gericht binnen de voorgeschreven termijnen.

§ 2. Voor elke aanvraag ingediend door een werkgever bedoeld in artikel 3 van het decreet vraagt de administratie binnen tien dagen na ontvangst van de volledige aanvraag het advies van het betrokken lid of de betrokken leden van de Regering.

Dit advies moet binnen veertig dagen uitgebracht worden. Bij ontstentenis wordt het advies niet meer vereist.

§ 3. Voor elke aanvraag ingediend door een werkgever bedoeld in artikel 5 van het decreet vraagt de administratie binnen tien dagen na ontvangst van de volledige aanvraag het technisch advies van de diensten van de Regering of van de door de Minister aangewezen gewestelijke instellingen voor elke van de in artikel 19, eerste lid, 3° van het decreet bedoelde gewestelijke beleidsvormen.

Dit technisch advies moet binnen veertig dagen uitgebracht worden. Bij ontstentenis wordt het advies niet meer vereist. »

**Art. 5.** Artikel 6 van bovenvermeld besluit wordt opgeheven.

**Art. 6.** Artikel 7 van bovenvermeld besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 7. De administratie maakt het volledige dossier, een uitvoerig rapport en een behoorlijk met redenen omkleed voorstel van beslissing aan de Minister over binnen negentig dagen na ontvangst van de volledige aanvraag. »

**Art. 7.** Artikel 8 van bovenvermeld besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 8. § 1. De Minister beslist binnen twintig dagen na ontvangst van het volledige dossier dat door zijn administratie wordt toegezonden.

De Minister maakt daarna de beslissing aan zijn administratie over die er binnen tien dagen per post kennis van geeft aan de werkgever, en per e-mail aan de "FOREm" alsmede, in voorkomend geval, aan het betrokken lid (de betrokken leden) van de Regering.

§ 2. Elke werkgever die in aanmerking komt voor een beslissing tot toekenning van de tegemoetkoming moet overgaan tot de aanwerving van één of meer niet-werkende werkzoekenden of tot de vervanging van een werknemer ten gevolge van een definitief vertrek binnen honderd vierentwintig dagen vanaf de eerste dag van de maand na de kennisgeving van de beslissing. Elke aanwerving die na deze termijn is uitgevoerd, kan geen aanleiding geven tot de toekenning van de tegemoetkoming voor de betrokken werknemer.

De "FOREm" wordt ermee belast de betrokken werkgever minstens dertig dagen vóór de vervaldatum van de gevolgen van de beslissing in kennis te stellen van zijn verplichting om één of meer niet-werkende werkzoekenden aan te werven binnen de in het eerste lid van deze paragraaf bedoelde termijn.

§ 3. Elke werkgever die in aanmerking komt voor een beslissing tot toekenning kan een niet-werkende werkzoekende aanwerven wanneer hij met deze laatste een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde duur in de loop van het jaar vóór zijn inschrijving als werkzoekende heeft gesloten.

De werkgever die in aanmerking komt voor een beslissing tot toekenning kan de niet-werkende werkzoekende aanwerven die in de loop van het jaar vóór zijn inschrijving met deze werkgever een arbeidsovereenkomst heeft gesloten :

1° in het kader van het doorstromingsprogramma;

2° in het kader van de startbaanovereenkomst bedoeld in hoofdstuk VIII van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid;

3° in het kader van de artikelen 60, § 7, en 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

4° waardoor de werkgever de activering van de werkloosheidsuitkeringen kan genieten.

§ 4. De "FOREm" bepaalt en legt hetgeen volgt ter goedkeuring aan de Minister voor :

1° het model van attest genoemd "Passeport APE" alsmede de modaliteiten betreffende de afgifte en de geldigheid ervan, waaruit blijkt dat de werkzoekende voldoet aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 7 tot 9 van het decreet;

2° de signalementskaart van de werknemer en de procedure betreffende de eventuele wijzigingen die erin moeten worden aangebracht;

3° het model van de loonstaat;

4° de modaliteiten voor het overmaken van de aan de aanwerving en aan de loonstaat gebonden stukken. »

**Art. 8.** Artikel 9 van bovenvermeld besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 9. Wat betreft de werkgever bedoeld in artikel 2 van het decreet, kan de Minister, onder voorbehoud van de naleving van de termijnen bedoeld in artikel 15, § 3, van het decreet, een beslissing nemen hetzij voor een onbepaalde duur, hetzij voor een bepaalde duur van minimum drie maanden tot drie jaar.

Wat betreft de werkgever bedoeld in artikel 3 van het decreet, kan de Minister een beslissing nemen hetzij voor een onbepaalde duur, hetzij voor een bepaalde duur van minimum drie maanden tot drie jaar.

Wat betreft de werkgever bedoeld in artikel 4 van het decreet, neemt de Minister een beslissing waarvan de duur door of krachtens het samenwerkingsakkoord bedoeld in artikel 4 wordt bepaald.

Wat betreft de werkgever bedoeld in artikel 5 van het decreet, kan de Minister een beslissing nemen voor een bepaalde duur van minimum drie maanden tot drie jaar. »

**Art. 9.** Artikel 10 van bovenvermeld besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 10. § 1. Wanneer een beslissing ingetrokken wordt of afloopt, wordt de tegemoetkoming verder toegekend gedurende de door de werknemer gepresteerde opzegtermijn, zoals bepaald bij de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten of bij de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 75 van 20 december 1999, gesloten binnen de Nationale Arbeidsraad, betreffende de opzegtermijnen van de werknemers, met uitsluiting van de periodes van werkonbekwaamheid die de uitvoering van de opzegtermijn schorsen en niet door de werkgever gedragen worden.

Artikel 17, tweede lid, van het decreet is niet van toepassing op de vervanging van de ontslagen werknemer wiens opzegtermijn wegens werkonbekwaamheid geschorst wordt.

§ 2. In geval van ontslag betekend door de werkgever of van verlof betekend door de werknemer en voorzover de opzegtermijn door de werknemer gepresteerd wordt, wordt de tegemoetkoming toegekend aan de werkgever voor de duur van de door de werknemer gepresteerde opzegtermijn, zoals bepaald bij de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten of bij de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 75 van 20 december 1999, gesloten binnen de Nationale Arbeidsraad, betreffende de opzegtermijnen van de werknemers, met uitsluiting van de periodes van werkonbekwaamheid die de uitvoering van de opzegtermijn schorsen en niet door de werkgever gedragen worden.

De toekenning van de tegemoetkoming is niet effectief als de werknemer die de in het eerste lid bedoelde werknemer vervangt, ontslagen wordt. »

**Art. 10.** Artikel 11 van bovenvermeld besluit wordt opgeheven.

**Art. 11.** Het opschrift van afdeling 1 van hoofdstuk III van het besluit wordt gewijzigd als volgt :

« *Afdeling 1.* — Plaatselijke, gewestelijke en gemeenschappelijke besturen. »

**Art. 12.** In artikel 14 van bovenvermeld besluit wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt :

Wat betreft de werkgever bedoeld in artikel 2, § 1, 2° en 3°, van het decreet, wordt het maximum aantal punten per werkpost overeenkomstig artikel 16, derde lid, van het decreet vastgelegd op de wijze bedoeld in het eerste lid van dit artikel. »

**Art. 13.** Artikel 16 van bovenvermeld besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Wat betreft de werkgever bedoeld in artikel 2, § 1, 1°, van het decreet, wordt de handhaving van het globale tewerkstellingsvolume enerzijds, op eigen fondsen en, anderzijds, krachtens het decreet en dit besluit berekend in verhouding tot het referentiestand, met name het gemiddeld aantal werknemers berekend in voltijds equivalent, tewerkgesteld bij de werkgever in de loop van de vier kwartalen vóór de indiening van een aanvraag bedoeld in artikel 2 »;

2° in het derde lid worden de woorden "R.S.Z.-statistieken" vervangen door de woorden "statistieken van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten";

3° in het vierde lid worden de woorden "in welke hoedanigheid ook" opgeheven;

4° in het vijfde lid, in fine, worden de woorden "en naar boven afgerond" toegevoegd".

**Art. 14.** Artikel 17 van bovenvermeld besluit wordt opgeheven.

**Art. 15.** Afdeling 2 van hoofdstuk III die artikel 18 van bovenvermeld besluit inhoudt, wordt opgeheven.

**Art. 16.** Afdeling 3 van hoofdstuk III wordt afdeling 2 van hetzelfde hoofdstuk.

**Art. 17.** Artikel 20 van bovenvermeld besluit wordt opgeheven.

**Art. 18.** Artikel 21 van bovenvermeld besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Wat betreft de werkgever bedoeld in artikel 3 van het decreet, wordt de handhaving van het globale tewerkstellingsvolume enerzijds, op eigen fondsen en, anderzijds, krachtens het decreet en dit besluit berekend in verhouding tot het referentiestand, met name het gemiddeld aantal werknemers berekend in voltijds equivalent, tewerkgesteld bij de werkgever in de loop van de vier kwartalen vóór de indiening van een aanvraag bedoeld in artikel 2 »;

2° in het vierde lid worden de woorden "in welke hoedanigheid ook" opgeheven;

3° in het vijfde lid, in fine, worden de woorden "en naar boven afgerond" toegevoegd.

**Art. 19.** Afdeling 4 van hoofdstuk III wordt afdeling 3 van hetzelfde hoofdstuk.

**Art. 20.** Artikel 22 van bovenvermeld besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 22. Wat betreft de werkgever bedoeld in artikel 5, § 1, 1°, van het decreet, wordt het per werkgever toegekende maximumaantal punten berekend als volgt :

1° als het gaat om een werkgever die 0 tot minder dan 5 werknemers tewerkstelt : 28 punten;

2° als het gaat om een werkgever die 5 tot minder dan 10 werknemers tewerkstelt : 34 punten;

3° als het gaat om een werkgever die 10 tot minder dan 25 werknemers tewerkstelt : 42 punten;

4° als het gaat om een werkgever die 25 tot minder dan 50 werknemers tewerkstelt : 48 punten;

5° als het gaat om een werkgever die 50 tot minder dan 100 werknemers tewerkstelt : 56 punten;

6° als het gaat om een werkgever die 100 tot minder dan 250 werknemers tewerkstelt : 60 punten.

Het personeelsbestand wordt berekend op grond van het in voltijds equivalent uitgedrukte driemaandelijks gemiddeld aantal werknemers, tewerkgesteld door de werkgever, rekening houdende met de RSZ-statistieken betreffende het kwartaal vóór de aanvraag of met een attest van een erkend sociaal secretariaat betreffende het kwartaal vóór de aanvraag. »

**Art. 21.** Artikel 23 van bovenvermeld besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 23. § 1. Onverminderd de toepassing van de bepalingen bedoeld in § 2 van dit artikel en wat betreft de werkgever bedoeld in artikel 5, § 1, 1<sup>o</sup>, van het decreet, wordt het maximum aantal punten per werkpost vastgelegd op de wijze bedoeld in artikel 19, derde lid, van het decreet. »

1<sup>o</sup> als het gaat om een niet-werkende werkzoekende bedoeld in artikel 7 van het decreet : 10 punten, ongeacht de kwalificaties van de werknemer;

2<sup>o</sup> als het gaat om een niet-werkende werkzoekende bedoeld in artikel 8 van het decreet :

a) van niveau 1, 2+ of 2 : 10 punten;

a) van niveau 3 of 4 : 11 punten;

3<sup>o</sup> als het gaat om een niet-werkende werkzoekende bedoeld in artikel 9 van het decreet :

a) van niveau 1 of 2+ : 10 punten;

b) van niveau 2 : 11 punten;

c) van niveau 3 of 4 : 12 punten.

De Minister bepaalt de lijst van de diploma's voor bovenbedoelde niveaus.

§ 2. Wat betreft de in artikel 5, § 1, 1<sup>o</sup>, bedoelde werkgever die 1 tot 24 werknemers tewerkstelt en wiens project in een ontwikkelingsgebied wordt uitgevoerd, het maximum aantal punten per werkpost is 12, ongeacht de kwalificaties of het statuut van de werknemer t.o.v. de artikelen 7 tot 9 van het decreet. »

**Art. 22.** Artikel 26 van bovenvermeld besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 26. § 1. Wat betreft de werkgevers bedoeld in de artikelen 2 en 4 van het decreet, wordt de tegemoetkoming per voorlopige twaalfde uiterlijk op de 23e dag van de maand door de "FOREm" aan de werkgever betaald op grond van het aantal toegekende punten.

De werkgever bedoeld in artikel 2 van het decreet dient driemaandelijks uiterlijk op de laatste dag van de maand na het betrokken kwartaal een verklaring in ter verantwoording van het gebruik van de hem toegekende tegemoetkoming.

Behoudens de toepassing van andere bepalingen bedoeld in de in artikel 4 van het decreet bedoelde samenwerkingsovereenkomst dient de werkgever bedoeld in bovenvermeld artikel maandelijks uiterlijk op de laatste dag van de derde maand na de betrokken maand een verklaring in ter verantwoording van de hem toegekende tegemoetkoming.

Bij gebrek aan overmaking van de verantwoordingsverklaring binnen de voorgeschreven termijn wordt de betaling van de voorlopige twaalfde betreffende de maand volgend op die waarin de verklaring toegezonden moest worden, geschorst tot de ontvangst ervan door de "FOREm". Deze laatste stelt de werkgever, de administratie en de Minister in kennis van het overschrijden van de termijn.

Wat betreft de werkgever bedoeld in artikel 2 van het decreet en bij gebrek aan overmaking van de ontbrekende verklaring vóór het einde van het kwartaal volgend op het kwartaal waarop die verklaring betrekking heeft, wordt de schorsing van de tegemoetkoming vervangen door een definitief verlies. De bezoldiging van de bij het gebrek aan verantwoordingsverklaring betrokken werknemer(s) wordt dus alleen door de werkgever gedragen.

§ 2. Wat betreft de werkgevers bedoeld in de artikelen 3 en 5 van het decreet, wordt de tegemoetkoming uiterlijk op de 23e dag van de betrokken maand door de "FOREm" aan de werkgever betaald op grond van de loonstaat van de vorige maand en waarvan het model door de "FOREm" wordt bepaald.

De werkgevers bedoeld in de artikelen 3 en 5 van het decreet dienen maandelijks en uiterlijk op de vijftiende dag na de betrokken maand een loonstaat ter verantwoording van de toekenning van de tegemoetkoming in.

Als de loonstaat niet overgemaakt wordt binnen de voorgeschreven termijn, wordt de betaling van de tegemoetkoming uitgesteld tot de volgende maand op voorwaarde dat de betrokken loonstaat daadwerkelijk vóór de vijftiende dag van deze maand aan de "FOREm" wordt overgemaakt. Deze laatste stelt de werkgever, de administratie en de Minister in kennis van het overschrijden van de termijn. Bij gebrek aan naleving van deze laatste termijn wordt de bezoldiging van de bij het gebrek aan loonstaat betrokken werknemer(s) alleen en definitief door de werkgever gedragen.

Wat betreft de in artikel 5 van het decreet bedoelde werkgever, wordt de tegemoetkoming uitbetaald door de "FOREm" ten belope van tachtig procent van de maandelijks subsidie. Een aanpassing wordt jaarlijks door de "FOREm" verricht op grond van een verklaring ter verantwoording van het gebruik van de aan de werkgever toegekende tegemoetkoming die door deze laatste wordt overgemaakt vóór het einde van het kwartaal volgend op het kwartaal waarop die verklaring betrekking heeft.

§ 3. De ten onrechte betaalde tegemoetkoming wordt teruggevorderd door de "FOREm" overeenkomstig artikel 29. »

**Art. 23.** Artikel 27 van bovenvermeld besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 27. § 1. Overeenkomstig artikel 25, 6°, van het decreet wordt een verslag aan elk einde van een kwartaal door de administratie overgemaakt aan de commissie. Dit verslag heeft betrekking op de evaluatie van het vorige kwartaal en vermeldt minstens het aantal werknemers in voltijds equivalent alsmede hun functies per ondersector en per verleende beslissing.

Bij ongunstige evaluatie van een beslissing kan de Minister op de voordracht van de administratie en na advies van de commissie een sanctie treffen overeenkomstig artikel 33 van het decreet.

§ 2. Overeenkomstig artikel 50 van het decreet maakt de administratie in nauwe samenwerking met de "FOREm" vóór de maand september volgend op het evaluatiejaar een jaarlijks verslag over de uitvoering van het decreet in kwantitatieve en kwalitatieve termen aan de commissie. De commissie brengt daarna advies uit over dit verslag en deelt het uiterlijk 31 oktober mede aan de Minister die het ter goedkeuring voorlegt aan de Regering binnen één maand na ontvangst ervan. »

**Art. 24.** Artikel 30 van bovenvermeld besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 30. § 1. Elke werkgever die in het kader van het decreet en van dit besluit een schuld heeft tegenover de "FOREm", kan een aanzuiveringsplan met deze laatste overeenkomen voorzover de duur van dat plan niet hoger is dan vierentwintig maanden.

De Minister is alleen bevoegd om een aanzuiveringsplan met een duur van meer dan vierentwintig maanden te sluiten.

§ 2. De werkgever die een aanzuiveringsplan wil genieten, richt een aanvraag aan de "FOREm", hetzij per post, hetzij per e-mail, aan de hand van een formulier waarvan het model door de "FOREm" wordt bepaald.

Wanneer de aanvraag een aanzuiveringsplan van hoogstens vierentwintig maanden betreft, deelt de "FOREm" binnen dertig dagen na ontvangst van de volledige aanvraag zijn beslissing aan de werkgever en, ter informatie, aan de Minister en aan de administratie mede.

Wanneer de aanvraag een aanzuiveringsplan van meer dan vierentwintig maanden betreft, maakt de "FOREm" binnen dertig dagen na ontvangst van de volledige aanvraag een met redenen omkleed voorstel van beslissing aan de Minister over, die binnen twintig dagen beslist. »

De Minister maakt daarna de beslissing aan de "FOREm" over die er binnen tien dagen per post kennis van geeft aan de werkgever, en ter informatie aan de administratie.

§ 3. Bij niet-naleving van de termijnen bedoeld in een aanzuiveringsplan wordt het totaal van de verschuldigde sommen geacht onmiddellijk invorderbaar te zijn en wordt teruggevorderd overeenkomstig artikel 29. »

**Art. 25.** Artikel 51 van bovenvermeld besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 51. De in dit besluit bedoelde termijnen zijn volle dagen. De dag van de akte die het uitgangspunt van de termijn is, is niet inbegrepen. De vervalddag is in deze termijn inbegrepen. Wanneer deze dag een zaterdag, een zondag of een wettelijk verlofdag is, wordt de vervalddatum uitgesteld tot de volgende werkdag.

In afwijking van het in het vorige lid verwoorde principe, wordt de in artikel 8, § 2, eerste lid, bepaalde termijn, gedurende de maanden juli en augustus geschorst. »

**Art. 26.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 2006.

**Art. 27.** De Minister van Tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 juli 2006.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,  
J.-C. MARCOURT

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### MINISTERIE

#### VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2006 — 2804 (2006 — 2280) [C — 2006/31357]

**9 MAART 2006.** — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende rangschikking van de gemeenten in uitvoering van artikel 5, eerste lid, van de nieuwe gemeentewet. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad*, nr. 187, van 13 juni 2006, pagina 30080, worden de volgende wijzigingen doorgevoerd :

In de derde rechtsgrond van de aanhef van de Nederlandse tekst worden de woorden « Brusselse Hoofdstedelijke » ingevoegd tussen de woorden « de » en « Regering ».

In de derde rechtsgrond van de aanhef worden de woorden « 9 maart 2006 » ingevoegd tussen de woorden « Gelet op het besluit van de Regering van » en « tot vaststelling van het bevolkingscijfer per gemeente op 31 december 2005 ».

### MINISTERE

#### DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2006 — 2804 (2006 — 2280) [C — 2006/31357]

**9 MARS 2006.** — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant classification des communes en exécution de l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, de la nouvelle loi communale. — Erratum

Au *Moniteur belge*, n°187, du 13 juin 2006, page 30080, il y a lieu d'apporter les corrections suivantes :

Dans le troisième référant du préambule du texte néerlandais, les mots « Brusselse Hoofdstedelijke » sont insérés entre les mots « de » et « Regering ».

Dans le troisième référant du préambule de cet arrêté, les mots « 9 mars 2006 » sont insérés entre les mots « Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du » et les mots « établissant par commune les chiffres de la population au 31 décembre 2005 ».